

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'INDRE

3 B

Juridictions royales de Châtillon-sur-Indre

(1673-an II)

Répertoire numérique détaillé

par l'équipe des Archives départementales,
révisé par Antoine Faucher, adjoint du patrimoine

sous la direction d'Anne Gérardot
directrice des Archives départementales

Châteauroux

2019

Introduction

La sous-série 3 B regroupe dans l'Indre les archives du présidial, du bailliage, de la prévôté et de la maréchaussée du Berry, tous situés à Châtillon-sur-Indre. Elle comporte 144 articles et mesure douze mètres linéaires.

Définitions des différentes juridictions royales.

Les prévôtés.

Au premier échelon de la hiérarchie judiciaire se trouvent les prévôtés. Leur compétence s'exerce dans un ressort peu étendu, souvent quelques paroisses, la justice y est rendue au nom du roi. Elles sont l'équivalent des justices seigneuriales (classées dans la sous-série 5 B) où la justice est rendue au nom du seigneur local. L'édit de Crémieu de 1536 et l'ordonnance interprétative de 1559 règlent leurs compétences. En effet, les prévôtés connaissent en première instance les causes ordinaires civiles des roturiers et des ecclésiastiques de leur circonscription, des cas royaux simples et plus généralement toutes les causes qui ne sont pas réservées aux bailliages. Les sentences rendues par les prévôts sont susceptibles d'appel devant le bailliage. Au XVIII^e siècle, les prévôtés disparaissent progressivement, supprimées par les édits de 1734 et 1749. Ce dernier édit supprime toutes les juridictions royales inférieures établies dans les villes où siège déjà un bailliage.

Les bailliages ou sénéchaussées.

Au niveau supérieur se situent les bailliages ou sénéchaussées, le premier terme étant plus employé au nord du royaume et le second dans sa partie méridionale. Il s'agit de circonscriptions judiciaires royales. Ces tribunaux ont un double rôle : ils jugent en premier ressort des affaires trop importantes pour être réglées par les prévôtés ou les justices seigneuriales (causes concernant des nobles, tutelles, curatelles) et ils examinent en appel les jugements rendus par les prévôts royaux et les baillis seigneuriaux. Avec la suppression des prévôtés au XVIII^e siècle, ils deviennent des juridictions de base et le rôle de cour d'appel est dévolu au Parlement.

Les présidiaux.

Les présidiaux sont des tribunaux créés par l'édit de janvier 1552 pour soulager les parlements et rapprocher la justice des habitants du royaume. Par ailleurs, ils permettent aussi à la monarchie de renflouer les finances publiques par la vente de charges de juges. Ces tribunaux jugent en appel des bailliages les affaires les moins importantes, ils peuvent être comparés aux tribunaux de première instance. L'édit prévoit leur établissement dans les villes où siège un bailliage royal. Ainsi, le présidial de Châtillon-sur-Indre est créé en 1639. Neuf magistrats le composent mais seulement sept magistrats sont nécessaires pour rendre un jugement.

Au civil, ils jugent sans appel possible les affaires dont l'objet n'excède pas 250 livres tournois (ancienne monnaie de compte) en capital ou dix livres tournois de rente. Si l'affaire comprend une somme entre 250 et 500 livres tournois en capital ou entre 10 et 20 livres tournois de rente, il est possible de la porter en appel au Parlement. Enfin, si la somme en jeu est supérieure à 500 livres, ce sont les bailliages royaux qui restent compétents.

Au criminel, les présidiaux peuvent s'attribuer les cas prévôtaux (vagabondage, vol de grand chemin, sacrilège, effraction) en passant outre les prévôts des maréchaux s'ils sont les premiers à se saisir de l'affaire. Ils jugent en dernier ressort pour les condamnations au carcan, fouet, bannissement, galère pour un temps. Pour les condamnations à mort ou aux galères perpétuelles il est possible de faire appel devant les parlements.

Les parlements.

Enfin au sommet de la hiérarchie judiciaire se trouvent les parlements. A la fin de l'Ancien Régime, il en existait quinze dont les plus importants étaient ceux de Rouen, de Paris, de Bretagne, de Bordeaux, de Toulouse. Ce sont des cours souveraines jugeant en appel des bailliages et des présidiaux au nom du roi. Les paroisses situées dans l'actuel département de l'Indre relevaient toutes du Parlement de Paris.

La maréchaussée de Berry.

L'ordonnance sur la discipline, subordination et service des maréchaussées du Royaume en date du 19 avril 1760 définit les missions de la maréchaussée de la manière suivante : « rechercher et poursuivre les malfaiteurs [...], garantir les voyageurs de leurs entreprises en tenant les grands chemins libres et assurés [...], veiller au bon ordre dans les fêtes et autres assemblées, et maintenir en toute circonstance la sûreté et la tranquillité publique ». A la tête d'une compagnie de maréchaussée se trouve le prévôt des maréchaux. Il s'agit d'un juge militaire qui examine les cas prévôtaux c'est à dire le vagabondage, les crimes et délits des gens de guerre, les déserteurs, les mendiants, les repris de justice mais aussi les vols avec effraction, les séditions, les émotions populaires et les crimes de fausse monnaie. Sa sentence n'est pas susceptible d'appel, elle est définitive.

L'édit de mars 1720, complété par la déclaration du 9 avril suivant, réorganise l'implantation territoriale de la maréchaussée. A sa tête, dans chaque généralité, il existe une compagnie de maréchaussée sous les ordres d'un prévôt général résidant au chef-lieu de l'intendance. Au niveau inférieur, les lieutenances sont instituées dans chaque ville dotée d'un présidial. À leur tête se trouve l'adjoint du prévôt, appelé lieutenant. Enfin, chaque lieutenance regroupe plusieurs brigades. Ces brigades sont dirigées par un « exempt », un brigadier ou un sous-brigadier. Ils ont sous leurs ordres deux à quatre hommes appelés archers puis, par la suite, cavaliers. Pour terminer, chaque brigade surveille un arrondissement ou district formé de plusieurs dizaines de paroisses.

Au niveau local, pour les paroisses relevant de la généralité de Bourges, la ville devient le siège de la prévôté générale. Trois lieutenances sont établies : deux à Bourges et une à Châtillon-sur-Indre. Cette répartition est modifiée par l'arrêt du Conseil d'État en date du 21 août 1772 qui transfère l'une des deux lieutenances de Bourges à Châteauroux. Cependant, par arrêt du Conseil d'État en date du 18 février 1774, la lieutenance de Châteauroux est transférée à Issoudun.

De la lieutenance de Châteauroux dépendent les brigades d'Argenton, La Châtre, Issoudun, Saint-Amand (Cher), Dun-le-Roi (Cher), Châteauneuf (Cher), Culan (Cher), Sancoins (Cher), Boussac (Creuse) et la seconde brigade de Bourges.

De la lieutenance de Châtillon-sur-Indre dépendent avant 1774 les brigades de Châtillon, Le Blanc, Buzançais, Saint-Cyran-du-Jambot, Valençay. Après 1774, dépendent les brigades de Châtillon, Le Blanc, Mézière, Châteauroux, Cluis, Argenton, Saint-Benoît du-Sault et Buzançais.

De la lieutenance d'Issoudun dépendent les brigades d'Issoudun, La Châtre, Vierzon (Cher), Châteauneuf (Cher), Culan (Cher) et Boussac (Creuse).

Pour les paroisses du nord de l'actuel département de l'Indre relevant de la généralité d'Orléans, elles dépendaient de la lieutenance de Blois et de la brigade de Romorantin (Loir-et-Cher). Vatan reçoit une brigade de maréchaussée en 1775 par transfert de celle du Coupoy (aujourd'hui commune de Gron, Cher).

Pour les paroisses au sud de l'actuel département de l'Indre relevant de la généralité de Moulins, elles dépendaient de la lieutenance de Guéret (Creuse) et de la brigade d'Aigurande avant d'être rattachées à la brigade de Dun-le-Palestel à la veille de la Révolution.

En définitive, le maillage territorial de la maréchaussée du Berry et des régions voisines subit d'importantes modifications dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : le nombre de brigades augmente et leur implantation est mieux répartie dans le but d'être plus efficace dans la surveillance et la protection des campagnes.

Classement du fonds.

Le présent répertoire est une reprise de l'instrument de recherche précédemment existant. Une introduction a été rédigée, les sources complémentaires et une orientation bibliographique ont été ajoutées. Enfin, des précisions ont été apportées aux analyses.

Il est à noter que les analyses des minutes ne sont pas exhaustives, seules les plus remarquables ont été relevées.

Intérêt du fonds.

Malgré un accès difficile, les sources judiciaires de la sous-série 3 B représentent une formidable opportunité pour les chercheurs d'étudier la criminalité sous l'Ancien Régime mais aussi de comprendre le fonctionnement et les interactions entre les différents groupes d'individus. En outre, les documents laissés par la maréchaussée renseignent sur plusieurs aspects de la vie rurale : la violence à la campagne, les vols et brigandages de grand chemin mais aussi sur les vagabonds, les mendiants et sur la manière dont ils sont perçus par les populations.

Communicabilité du fonds

Le fonds est librement communicable et réutilisable suivant la législation et la réglementation en vigueur.

Sources complémentaires

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'INDRE

Archives anciennes

BAILLAGE DE CHÂTEAURoux (SOUS-SÉRIE 1 B)

BAILLIAGE D'ISSOUDUN (SOUS-SÉRIE 2 B)

JURIDICTIONS SEIGNEURIALES (SOUS-SÉRIE 5 B)

GRENIERS À SEL D'ARGENTON, BUZANÇAIS, LA CHÂTRE, ISSOUDUN (SOUS-SÉRIE 6 B)

Archives modernes

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE (SOUS-SÉRIE 3 U)

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DU CHER

Archives anciennes

MARÉCHAUSSÉE DE BERRY (B 2457-2494,4513-4529)

Orientation bibliographique

BARBICHE (Bernard), *Les institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, PUF, 2001 [BIB B 1829]

BÉLY (Lucien, dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, PUF, 1996 [BIB B 1425]

CHANAUD (Robert), « Les archives des bailliages, sénéchaussées et sièges présidiaux », *La Gazette des Archives*, n° 158-159, 1992, p.p. 211-223 [PR 17 (134)]

CHÉRUUEL, *Dictionnaire historique des institutions, mœurs et coutumes de la France*, Paris, Hachette, 1855 [BIB B 211/1-2]

COLLECTIF, *Archives en Limousin*, Dossier : La Justice, n° 29, 2007 [PR 433 (30)]

GARNOT (Benoît), *La Justice en France de l'an mil à 1914*, Paris, Nathan, 1993 [BIB B 1224]

GARNOT (Benoît), *Histoire de la Justice, France XVI^e-XXI^e siècle*, Paris, Gallimard, 2009 [BIB B 2530]

MARION (Marcel), *Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris, Auguste Picard, 1923 [BIB B 207]

POITOU (Christian), *Paroisses et communes de France, Indre*, Paris, CNRS éditions, 1997 [BIB D 2772]

Corps du répertoire

PRÉSIDENTIAL, BAILLIAGE

3 B 1-5	Audiences du présidial, du bailliage et de la prévôté. <i>Les articles 3 B 1 à 3 B 11 sont formés de feuilles et de petits cahiers qu'on a réunis, postérieurement à l'an VI, par années, sans faire de distinction entre les audiences du présidial, celles du bailliage et celles de la prévôté.</i>	1705-1722
3 B 1	1705-1708	
3 B 2	1709-1712	
3 B 3	1713-1717	
3 B 4	1718-1719	
3 B 5	1720-1722	
3 B 6-16	Audiences du présidial et du bailliage.	1723-1790
3 B 6	1723-1725	
3 B 7	1726-1729	
3 B 8	1730-1734	
3 B 9	1735-1739	
3 B 10	1740-1744	
3 B 11	1745-1751 (juin)	

- 3 B 12 1751 (juillet)-1758
Cette série de registres contient quelques enregistrements d'actes, notamment de donations et de testaments.
1. 1751 (9 juillet)-1751 (8 octobre)
 2. 1751 (2 décembre)-1752 (6 octobre)
 3. 1753 (8 février)-1753 (28 septembre)
 4. 1754 (10 janvier)-1754 (5 septembre)
 5. 1754 (28 novembre)-1755 (31 octobre)
 6. 1756 (29 janvier)-1756 (12 août)
 7. 1757 (10 février)-1757 (28 juillet)
 8. 1758 (20 avril)-1758 (26 septembre)
- 3 B 13 1758-1766
1. 1758 (14 décembre)-1759 (20 décembre)
 2. 1760 (24 janvier)-1760 (21 novembre)
 3. 1760 (18 décembre)-1761 (15 septembre)
 4. 1761 (13 novembre)-1762 (7 octobre)
 5. 1762 (19 novembre)-1763 (7 septembre)
 6. 1763 (1^{er} décembre)-1764 (20 septembre)
 7. 1764 (13 décembre)-1765 (26 octobre)
 8. 1765 (14 novembre)-1766 (27 octobre)
- 3 B 14 1766-1774
1. 1766 (20 novembre)-1767 (30 septembre)
 2. 1767 (18 novembre)-1768 (27 octobre)
 3. 1768 (24 novembre)-1769 (24 octobre)
 4. 1769 (7 décembre)-1770 (6 septembre)
 5. 1770 (29 novembre)-1771 (26 septembre)
 6. 1771 (5 décembre)-1772 (4 septembre)
 7. 1772 (26 novembre)-1773 (19 octobre)
 8. 1773 (25 novembre)-1774 (22 octobre)
- 3 B 15 1774-1782
1. 1774 (24 novembre)-1775 (8 novembre)
 2. 1775 (23 novembre)-1776 (10 octobre)
 3. 1776 (21 novembre)-1777 (16 octobre)
 4. 1777 (27 novembre)-1778 (15 octobre)
 5. 1778 (20 novembre)-1779 (22 octobre)
 6. 1779 (3 décembre)-1780 (19 octobre)
 7. 1780 (23 novembre)-1781 (25 octobre)
 8. 1781 (22 novembre)-1782 (5 septembre)
- 3 B 16 1782-1790
1. 1782 (5 décembre)-1783 (4 septembre)

2. 1783 (27 novembre)-1784 (3 septembre)
 3. 1784 (3 décembre)-1785 (24 septembre)
 4. 1785 (24 novembre)-1786 (6 octobre)
 5. 1786 (16 novembre)-1787 (13 octobre)
 6. 1787 (22 novembre)-1788 (17 avril)
 7. 1788 (27 novembre)-1789 (8 octobre)
 8. 1789 (26 novembre)-1790 (15 septembre)
- [4 septembre 1783 – Enregistrement d'un arrêt du Parlement d'homologation de lettres patentes portant érection de marquisat de Chaillou, comprenant la teneur des lettres].

3 B 17	Plumitifs des audiences du présidial et du bailliage.	1710-1716
	<ol style="list-style-type: none"> 1. 1710 (27 novembre)-1711 (3 septembre) 2. 1711 (novembre)-1712 (7 septembre) 3. 1712 (18 novembre)-1713 (15 septembre) 4. 1713 (17 novembre)-1714 (7 septembre) 5. 1714 (16 novembre)-1715 (6 septembre) 6. 1715 (15 novembre)-1716 (3 septembre) 	
3 B 18	Audiences des baux.	1753-1761
	1753 (7 décembre)-1761 (15 septembre)	
3 B 19-21	Expéditions extraordinaires.	1706-1728
3 B 19	1706-1719	
3 B 20	1721-1723	
3 B 21	1723-1728 <ol style="list-style-type: none"> 1. 1723 (26 novembre)-1724 (10 novembre) 2. 1724 (14 novembre)-1725 (31 octobre) 3. 1725 (29 novembre)-1726 (15 novembre) 4. 1726 (10 décembre)-1727 (7 novembre) 5. 1727 (20 novembre)-1728 (20 août) 	
3 B 22-25	Audiences des causes consulaires.	1760-1790
3 B 22	1760-1767 <ol style="list-style-type: none"> 1. 1760 (28 février)-1760 (16 octobre) 	

2. 1760 (27 novembre)-1761 (15 septembre)
3. 1761 (26 novembre)-1762 (7 octobre)
4. 1762 (25 novembre)-1763 (20 octobre)
5. 1763 (17 novembre)-1764 (25 octobre)
6. 1764 (13 décembre)-1765 (24 octobre)
7. 1765 (5 décembre)-1766 (9 octobre)
8. 1766 (22 novembre)-1767 (8 octobre)

3 B 23

1767-1774

À partir de 1769 et jusqu'en 1790, audiences des causes « pures, personnelles, sommaires, provisoires et consulaires ».

1. 1767 (19 novembre)-1768 (27 octobre)
2. 1768 (24 novembre)-1768 (24 octobre)
3. 1769 (28 novembre)-1770 (16 octobre)
4. 1770 (4 décembre)-1771 (22 octobre)
5. 1771 (26 novembre)-1772 (27 octobre)
6. 1772 (1^{er} décembre)-1773 (19 octobre)
7. 1773 (7 décembre)-1774 (20 septembre)

3 B 24

1774-1782

1. 1774 (29 novembre)-1775 (21 septembre)
2. 1775 (23 novembre)-1776 (3 octobre)
3. 1776 (21 novembre)-1777 (16 octobre)
4. 1777 (27 novembre)-1778 (15 octobre)
5. 1778 (20 novembre)-1779 (2 septembre)
6. 1779 (3 décembre)-1780 (26 octobre)
7. 1780 (23 novembre)-1781 (25 octobre)
8. 1781 (22 novembre)-1782 (5 septembre)

3 B 25

1782-1790

1. 1782 (15 novembre)-1783 (4 septembre)
2. 1783 (27 novembre)-1784 (2 septembre)
3. 1784 (3 décembre)-1785 (24 septembre)
4. 1785 (24 novembre)-1786 (7 septembre)
5. 1786 (16 novembre)-1787 (6 septembre)
6. 1787 (22 novembre)-1788 (20 août)
7. 1788 (20 novembre)-1789 (8 octobre)
8. 1789 (26 novembre)-1790 (23 septembre)

3 B 26

Productions et consignations, enregistrement.

1769-an II

1769 (1^{er} décembre)-an II (13 fructidor)

3 B 27-62

Minutes [apposition de scellés, inventaires, rapports d'experts, tutelles, curatelles, enquêtes, interrogatoires, sentences, ordonnances de police, etc.].

1673-1790

3 B 27

1673, 1705-1712

1673 – procès de François Gendre, sieur de la Brosse contre Vincent et René Furaux au sujet de trouble apporté dans la jouissance d'une propriété du sieur de la Brosse [appel du bailliage de Buzançais].

19 novembre 1705 – sentence de vérification des criées du comté de Palluau, saisi sur Paul de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan.

29 février 1708 – sentence condamnant Madeleine-Angélique de Crevant, épouse de Louis-Magdelon Turpin, chevalier, comte de Vihiers, à payer 37 468 livres à Marie du Gélinaud, veuve de Louis de Crevant, marquis de Lingé, et à ses enfants.

21 juin 1709 – ordonnance de police fixant le prix à payer pour la cuisson du pain dans les trois fours de Châtillon.

21 juin 1709 – ordonnance au sujet d'un supplément de portion congrue accordé par le prieur de Notre-Dame de Châteauroux à Charles de Sassier, curé de cette paroisse.

6 octobre 1709 – apposition de scellés au lieu seigneurial de Jauget (commune d'Obterre), après le décès de René de Bizac, écuyer, seigneur de ce lieu.

22 août 1711 – sentence rendue au profit d'André Poitelon, maître des forges de Corbançon (commune de Mézières).

12 août 1712 – procès-verbal entre Jean Martin, fermier des aides de la généralité de Bourges, et Jacques Gonneau, curé d'Arpheuilles, au sujet de l'assemblée de Sainte-Radegonde tenue en cette paroisse.

3 B 28

1714-1718

14 mars 1714 – présentation par Claude de Gamaches, chevalier, seigneur des Effes, du compte des biens dépendant de la terre des Effes (commune de Cléré-du-Bois) et des autres biens provenant de la succession de Jeanne-Thérèse de Couhé de Lusignan.

26 octobre 1714 – sentence donnée à la requête du syndic de la paroisse de Villiers, condamnant l'évêque de Nevers, abbé de Saint-Cyran, seigneur décimateur, à fournir à cette paroisse les objets nécessaires au culte.

17 novembre 1713-21 juin 1714 – procès verbaux concernant le fonctionnement des moulins faits à cause de l'insuffisance de l'approvisionnement en grains.

5-20 avril 1715 – estimation des objets nécessaires au culte dans l'église de Murs et sentence condamnant le chapitre de Loches, décimateur, à les fournir.

6 juin 1715 – procès-verbal relatif à l'adjudication des bois taillis de Bauché, poursuivie par Louis-Magdelon de Turpin, chevalier, comte de Vihiers, et Angélique de Crevant, sa femme, à la suite de la cession faite par eux de la terre de Bauché (commune de Vendœuvres) à Emmanuel de Crevant, seigneur de Lingé.

10 août 1715 – rapport d'expert sur les réparations à faire aux bâtiments des seigneuries de Boudan (commune de la Chapelle-Orthemale) et de Bois-d'Hault (commune de Francillon), saisies sur François du Ligondais.

7-15 février 1716 – procès-verbal de visite des terres de Saulnay, de La Marchandière et de leurs dépendances, saisies sur Jacques-Alexandre de Sorbiers.

3 B 29

1719-1720

10 novembre 1718-27 mai 1719 – rapport d'experts à la requête de Jacques-Gabriel Magoulet, prieur du prieuré de la Chaise (commune de Clion), sur les réparations à faire à ce prieuré et bail des réparations.

16 novembre 1719 – règlement général de police pour la ville de Châtillon.

22 décembre 1719 – règlement au sujet du rétablissement du pavé de Châtillon.

18 avril 1720 – enquête faite à la requête de Marthe-Henriette de Saint-Gelais contre Louis-Emmanuel de Crevant, marquis de Lingé (commune de Bossay, Indre-et-Loire) dans un procès en séparation de biens.

7 juin 1720 – procès-verbal au sujet du service de la poste entre Loches et Châtillon.

3 B 30

1721

26 novembre 1720-13 février 1721 – inventaire et autres actes relatifs à la succession de Louis de Crémille, seigneur de Gratin.

7 novembre 1720-7 avril 1721 – procès-verbal relatif aux sommes consignées entre les mains de Louis Breton, commissaire des saisies réelles et receveur des consignations du bailliage et du présidial de Châtillon, et des paiements faits par lui [il s'agit de sommes formées en majeure partie de billets de la banque royale ; voir aussi une liasse conservée dans les minutes de 1720 et une autre liasse dans les minutes de la prévôté de la même année].

5 août 1721 – entérinement des lettres de bénéfice d'âge obtenues par Sylvain de Cluis, et par François de Cluis.

11 janvier, 25 novembre 1721 – apposition de scellés après le décès de Joseph Boulanger, lieutenant de la prévôté de Châtillon, et entérinement des lettres de bénéfice d'âge obtenues par ses enfants.

3 B 31

1722

7-24 octobre 1722 – apposition de scellés au domicile de feu Michel Parthon, sieur de Von, receveur des aides à Châtillon.

4 août 1721-24 avril 1722 – rapport d'experts sur les réparations à faire aux bâtiments des seigneuries de Boudan (commune de la Chapelle-Orthemale) et de Bois-d'Hault (commune de Francillon), saisies sur feu Marguerite de Douhault, femme de Gabriel de Cluis.

3 B 32

1723

20-23 février – rapport d'experts sur les réparations à faire à l'abbaye de Mizeray (commune d'Heugnes).

20 mars – procès entre le chapitre de Palluau, d'une part, et Jacques Verrier et François Bodin, curé de Villebernin (commune de Palluau), d'autre part, au sujet de la succession de Charles Mornac, chanoine de ce chapitre.

20 août-16 septembre – bail des réparations à faire aux bâtiments des seigneuries de Luçay-le-Mâle et de Bois-Mortier, saisies sur François, comte de Rochefort, à la requête de Louise de Beauvau, sa femme, Jean Lemoine, bourgeois de Paris étant fermier judiciaire de ces seigneuries.

1^{er} octobre – inventaire du tabac conservé au bureau d'entrepôt de Châtillon.

12 novembre-7 décembre – partage des biens dépendant de la succession de Jean Claveau, lieutenant particulier au bailliage et au présidial de Châtillon.

« Procès-verbaux faits à la requête de messieurs les gens du roy en l'année 1723 » : interdiction de mettre le feu aux bruyères, en raison des incendies qui sont souvent provoqués par cet usage.

3 B 33

Janvier-juin.

29 janvier – sentence de reddition du compte de la succession de Joseph Gaudon, prévôt de la maréchaussée de Châtillon.

4-22 février – procès-verbal d'estimation des réparations à faire aux seigneuries de Saulnay et de La Marchandière et à leurs dépendances, saisies sur le sieur de Sorbiers.

24 février – sentence ordonnant au greffier du présidial de porter au Bureau des finances de Tours la copie des actes de foi et hommage, aveu et dénombrement rendus au roi à cause de sa grosse tour de Châtillon.

29 mars – procès-verbal de visite des ornements de la chapelle Notre-Dame de Châtillon, servant de succursale.

15 novembre 1723-27 juin 1724 – rapports d'experts sur les réparations faites aux bâtiments des seigneuries de Luçay-le-Mâle et de Boismortier [voir aussi les suivantes de 1723, 1725, et 1726].

30 juin – entérinement des lettres de bénéfice d'inventaire obtenues par Louise-Angélique Turpin, épouse de Louis de La Mothe d'Allogny, fille de feu Louis-Magdelon Turpin, comte de Vihiers.

3 B 34

Juillet-décembre.

4 août – nomination de Guillaume Breton comme curateur des enfants de feu Claude de Marolles, chevalier, seigneur du Rabry (commune d'Heugnes).

21-24 octobre – rapport d'experts sur les réparations à faire aux bâtiments des terres de Doué (commune de Mézières) et d'Allogny (commune de Murs), saisies sur Louis de La Mothe, chevalier.

3 B 35

Janvier-juin.

23 mai-5 juin – rapports d'experts sur les réparations à faire à la seigneurie de Grandeffe (commune de Saint-Maur), saisie sur François de Bertrand.

12-19 juin – partage des biens immeubles dépendant de la succession d'Étienne Grand, chevalier, seigneur de Tellac (?).

3 B 36

Juillet-décembre.

26 mars 1724-24 juillet 1725 – inventaire fait à Châtillon, au domicile de feu Louis-Madelon Turpin, comte de Vihiers.

3 B 37

1726-1728

10 octobre 1725-15 février 1726 – apposition de scellés et inventaire faits au fief de la Chauvetière (?) après le décès de Louis de Quirrite, écuyer, seigneur de ce fief.

5-9 avril 1726 – apposition de scellés au château de Saint-Cyran-du-Jambot après le décès d'Anne Liger, veuve de François d'Alligé, chevalier, seigneur de Saint-Cyran.

30 août-18 décembre 1726 – actes concernant le curage et l'aménagement du ruisseau de Grendry, dont les eaux s'opposent au passage d'un gué sur le chemin de Châtillon à Loches.

19 juillet-3 août 1728 – procès-verbal dressé à la requête d'Henri Lehigonnye, curé de Murs, au sujet des réparation à faire au presbytère de cette paroisse.

- 24 décembre 1728 – procès-verbal fait à la requête de Sylvain Gaudon, maire électif de Châtillon.
- 3 B 38 1729
 22 mars – procès-verbal au sujet de l'hôpital de Châtillon, réuni à celui de Buzançais.
 30 avril – procès-verbal de l'état du château de la Voûte (commune de Saint-Médard) fait à la requête d'Aimée-Thérèse de La Mothe d'Aunois, veuve d'Edme de Préaux, chevalier, seigneur d'Antigny et de la Voûte.
 24-25 juin – procès-verbal relatif aux titres des seigneuries de Lucay-le-Mâle et de Bois-Mortier, saisies à la requête de Louise de Beauvau sur François, comte de Rochefort, son époux.
 11 juillet – renonciation de Charles-Henri de Préville, seigneur de l'Allouzière (?), et de Marie Charrost, sa femme, à la succession de feu Jean-Baptiste-André Charrost, président du présidial de Châtillon, mort le 31 mars 1729.
- 3 B 39 1730
 2-18 février 1730 – partage des biens de feu Louis Dupont, chanoine du chapitre de Châtillon.
 12 décembre 1729-28 avril 1730 – rapport d'experts sur des bois provenant des domaines de l'abbaye du Landais et déposés au port de Gué-Soreau (commune de Couffy, Loir-et-Cher).
 29 juin 1730 – procès-verbal relatif à la mort de Silvain Nepveu, assesseur au présidial, qui, atteint « d'une fièvre chaude » et étant « très affoibly dans son esprit », s'est noyé dans un puits.
 6 juillet-18 août 1730 – inventaire fait au château de Ménabre (commune de Châtillon) après le décès de Philippe de Beauregard, sieur de Ménabre [cet article contient d'autres actes relatifs à la succession du sieur de Beauregard].
 17 juillet-28 septembre 1730 – estimation des biens dépendant de la succession de Pierre-Hector Aubépin, sieur de La Ralluère, avocat au Parlement et bailli du comté de Buzançais.
- 3 B 40 1731
- 3 B 41 1732
 3-6 octobre – adjudication de la ferme des deniers d'octroi de la ville de Châtillon.
- 3 B 42 1733-1734
 2 décembre 1732-13 novembre 1733 – apposition de scellés à l'abbaye du Landais, après le décès de Pierre-Charles Hérault, abbé.
- 3 B 43 1735-1736
 28 septembre-3 octobre 1735 – apposition de scellés à Châtillon au domicile de feu Jacques Lasneau, président au grenier à sel de Loches.
 30 janvier 1736 – défense faite à la requête de René Renault, principal du collège de Châtillon, et de Jean Papot, maître d'école, à Pineau de continuer de tenir une école dans cette ville.
 18 août, 10 septembre 1736 – procès entre François Travers, sieur des Chirons, fils de feu Charles Travers, ancien fermier de la moitié du revenu temporel de l'abbaye de

Méobecq, et Antoine Gendre, sieur de la Brosse, président au grenier à sel de Buzançais et ancien fermier de l'autre moitié, au sujet du compte de ce revenu.

- 3 B 44 1737-1738
12 janvier 1737 – nomination des procureurs fabriciens de la paroisse de Thoiselay et de l'administrateur de l'Hôtel-Dieu de Saint-Antoine de Châtillon.
25 octobre 1737 – apposition de scellés et description de meubles et d'effets faites au presbytère de Ménétréols-sous-le-Landais après le décès de dom Barnabé Sauvage, curé de cette paroisse.
21 mars 1738 – nomination des jurés de la communauté des drapiers et sergetiers de Châtillon.
5 avril et 21 juin 1738 – fixation du prix du pain.
20 août 1738 – nomination d'experts pour l'estimation des réparations à faire aux terres appartenant à Louise-Madeleine de Courtavel de Pezé, fille mineure de feu Hubert de Courtavel, marquis de Pezé et de Mézières-en-Brenne, et de Nicole Lidier de Beringhen, dame de l'Isle-Savary, du Tranger, de Fléré-la-Rivière et autres lieux.
- 3 B 45 1739-1740
19 février-7 avril 1739 – apposition de scellés au lieu de La Touche (ancienne paroisse de Saint-Martin de Verton, commune de Châtillon) après le décès de François de Montmillon, écuyer, entérinement des lettres de bénéfice d'âge obtenues par Jean-François, fils aîné du défunt, et nomination d'un curateur pour ses autres enfants.
- 3 B 46 1741-1742
26, 30 janvier 1741 – rôles « pour la subsistance des pauvres » des paroisses de Thoiselay et de Saint-Martin de Verton.
23 juillet 1741 – ordonnance réglementant le pacage du bétail en raison de la sécheresse.
6 mars 1742 – entérinement des lettres de bénéfice d'âge obtenues par François et Edmond de Menou, fils de feu Edmond de Menou, chevalier, seigneur du Mée, de Pellevoisin et autres lieux.
7 avril 1742 – ordonnance relative à certaines précautions à prendre pour éviter les incendies.
14 mai 1742 – ordonnance relative au rétablissement du pavé de Châtillon.
- 3 B 47 1743
25 septembre-21 octobre 1743 – nomination de Marie-Henriette de Meaulne, veuve de Joseph de Préaux, chevalier, comme tuteur de ses enfants.
7 août-7 novembre 1743 – ouverture de testament, apposition de scellés, inventaire et autres actes faits après le décès de Marie-Anne de Blet, épouse de Charles Le Vaillant, seigneurs de Chaudenay.
- 3 B 48 1744-1745
10 avril 1745 – sentence entre les héritiers de Joseph Camelin, ancien curé de Notre-Dame de Buzançais, Philippe Bannizette, curé, et les habitants de cette paroisse, au sujet des bâtiments de la cure.
21 juillet 1745 – procès-verbal relatif à l'Hôtel-Dieu de Saint-Antoine de Châtillon.
- 3 B 49 1746-1748

23 février-5 mars 1746 – apposition de scellés au château de Châtillon après le décès de Denis-Jean Amelot, seigneur de Chaillou, baron de Châtillon.

19-21 octobre 1746 – apposition de scellés au presbytère de Jeu-Maloches après le décès de Jacques Ravenel, prieur-curé, religieux de l'abbaye de Miseray.

5-24 octobre 1746 – adjudication à la requête d'Yves-François Trouillart, prieur du prieuré de la Chaise (commune de Clion), des réparations à faire à ce prieuré [voir au sujet de la succession de J.-G Magoulet, ancien prieur, diverses pièces des années 1746-1748].

15 décembre 1747 – réception du boisseau de la baronnie de Châtillon pour servir d'étalon.

6-18 mars 1748 – procès entre Guillaume Perreney de Grosbois, abbé commendataire de Saint-Genou, et Paul Joyet, religieux cellerier de cette abbaye, auquel est joint un rapport d'experts.

3 B 50

1749-1750

27 septembre 1749 – ouverture du testament olographe d'Antoine de Beauregard, écuyer.

15 novembre-6 décembre 1749, 6 décembre 1749-26 janvier 1750 – nomination d'experts pour procéder à l'estimation des seigneuries d'Argy et de Palluau, à la requête de François-Honorat-Antoine de Beauvilliers, de Paul-Hippolyte de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, et de Charles-François de l'Aubespine et Marie-Françoise de Beauvilliers, sa femme, héritiers de Louis-François-Charles-Augustin de Rochechouart de Mortemart, seigneur d'Argy.

26 janvier-24 février 1750 – rapport d'expert sur les réparations à faire au château de La Mardelle (commune du Tranger) et aux dépendances de cette seigneurie, saisie sur François d'Huisselle (de Wissel), chevalier, seigneur de la Ferté.

25 mai et 8 juin 1750 – procès entre les religieux de l'abbaye du Landais et Charles-Antoine-François Jacquemet Gautier, vicaire général de l'archevêque de Bourges, abbé commendataire, au sujet des réparations à faire aux bâtiments.

30 décembre 1750 – fixation du prix du pain.

3 B 51

1751-1752

9-21 août 1751 – rapport d'experts sur les réparations à faire à l'abbaye de Saint-Cyran.

2 mars 1751-25 juillet 1752 – apposition de scellés, description et autres actes faits à l'abbaye de Miseray après le décès de Barthélémy de La Fleutrie, abbé commendataire.

18 juillet-14 décembre 1752 – procès-verbal de visite de la même abbaye, faite à la requête de Jean-Clément Gervaise, grand-maître du collège de Navarre et nouvel abbé commendataire.

3 B 52

1753-1757

3 novembre 1751-31 décembre 1753 – actes relatifs à la succession de Claude Charrost, lieutenant-général du bailliage et du présidial de Châtillon [voir aussi l'article précédent].

14 avril 1755 – sentence entre Guillaume Seurat, chevalier, seigneur de Clorandry, Marie Langeais, veuve de Robert de Menou, chevalier, seigneur de Jeu-Maloches, et Élisabeth de Menou, femme de Maurice Séguier, sieur de Narbonne, au sujet de la succession de Robert de Menou.

16 juin-22 juillet 1755 – rapport d'experts sur les réparations à faire au presbytère d'Obterre.

11 novembre 1755-11 février 1756 – actes concernant les Ursulines de Châtillon, comprenant un état des revenus de cette communauté.

12 avril 1756 – nomination d'experts faite à la requête de Joseph-François de Préaux pour l'estimation de la seigneurie de Préaux et de terres et métairies voisines, comprises dans un partage.

3 B 53

1758-1762

5 février-2 mai 1759 – procès-verbaux relatifs à l'estimation de la seigneurie de Préaux et de ses dépendances, comprises dans le partage fait entre les héritiers de Joseph, marquis de Préaux.

23 juillet-17 août 1759 – information de commodo et incommodo au sujet de l'échange convenu entre le chapitre de Notre-Dame du château de Loches, d'une part, et Robert de Bugy du Plessis et Marie-Madeleine Collot, sa femme, d'autre part, des seigneuries de Fromenteau et de Rosay (commune de Villiers) contre des rentes et estimation de ces seigneuries.

31 octobre 1761 – renouvellement du bail de Paul Tournier, principal du collège de Châtillon.

1er juin 1762 – nomination de Joseph-François Pournin, avocat en Parlement, comme maire de Châtillon, et de Forest et Soumain comme échevins.

Mars-octobre 1762 – pièces relatives à l'écroulement d'une partie des remparts du château et de la prison royale de Châtillon.

2 mai-17 juin 1762 – saisie pour le roi de la métairie de Malvoisine (commune de Saint-Pierre-de-Lamps), appartenant aux Jésuites de Bourges.

12 juin-21 novembre 1762 – apposition de scellés à Châtillon après le décès de Marie-Anne de La Sayne, veuve d'Henri-Edme de Coigne, baron de Ponsé, des Roches et autres lieux.

3 B 54

1763-1765

17 juin 1763 – nomination d'experts pour visiter l'église et la cure d'Hervault (commune d'Écueillé).

25 avril-22 juin 1764 – nomination d'experts pour estimer les seigneuries de Mézières-en-Brenne, l'Isle-Savary (commune de Clion) et Notz-Marafin (commune de Saulnay), faisant partie de la succession de Louise-Madeleine de Courtavel de Pezé, femme d'Armand-Mathurin, marquis de Vassé.

30 juin 1764 – ordonnance concernant « les fauchaisons », la moisson et les vendanges.

30 juillet-31 décembre 1764 – rapport d'experts sur les réparations à faire au prieuré de Saint-Nazaire d'Azay-le-Ferron, en exécution d'une sentence rendue entre Louis Texier, titulaire de ce prieuré, et les héritiers de l'ancien titulaire.

20 juin 1765 – nomination par les officiers du bailliage et du présidial de Châtillon de maître de Laistre, lieutenant de police honoraire, comme notable de cette ville.

3 B 55

1766-1768

10 septembre 1766 – acte de notoriété au sujet d'un article de la coutume de Touraine, fait à la requête de Louis de Gallifet, chevalier.

6 août-7 novembre 1766 – rapport d'experts sur les réparations à faire au prieuré de Saint-Tiburce de Thoiselay, à la requête de Claude de Bonal, abbé commendataire.

1er août-15 décembre 1768 – rapport d'experts sur les réparations à faire à l'abbaye de Miseray (commune d'Heugnes) après le décès de Jean-Clément Gervaise, grand-maître du collège de Navarre et abbé commendataire.

- 3 B 56 1769-1771
16 février 1769 – ordonnance portant interdiction de déposer des matériaux, des fumiers, des immondices, etc. dans les rues de Châtillon.
11 mai 1770 – ordonnance rendant obligatoire la déclaration des grains conservés dans le ressort du bailliage de Châtillon.
16 février 1769-4 septembre 1770 – procès relatif à la succession de François Marchand, chanoine du chapitre de Châtillon, titulaire du prieuré et de la chapelle de Sainte-Catherine de la Lande à Luçay-le-Mâle.
2 août 1770 – sentence relative aux réparations à faire à la cure de Sougé.
2 septembre 1770 – sentence relative aux réparations à faire à l'abbaye de Miseray.
13 août-12 septembre 1771 – information au sujet de la suppression de vicairies et de chapelles en l'église collégiale de Saint-Aignan (Loir-et-Cher).
31 octobre-5 novembre 1771 – annulation d'une ordonnance de police du bailliage de Buzançais réglementant la vente des grains au marché de cette ville.
18-21 décembre 1771 – information au sujet de la suppression de six vicairies ou chapelles en l'église collégiale de Châtillon.
- 3 B 57 1772-1775
10 février-27 mars 1772 – rapports d'experts et information au sujet de la réunion de deux canonicats de la chapelle de Saint-Jacques d'Entraigues (commune de Langé) en un nouveau bénéfice sous le titre de chapellenie d'Entraigues.
18 janvier-11 mars 1775 – apposition de scellés au prieuré royal de Sainte-Colombe (commune de Clion) après le décès de Joseph Despinasse, prieur.
7-9 avril 1775 – information au sujet de la suppression de la paroisse de Notre-Dame du Verger de Buzançais et de son union à celle de Saint-Étienne de cette ville.
- 3 B 58 1776-1777
17 novembre 1775-22 juin 1776 – apposition de scellés sur les titres de l'abbaye du Landais et récolement de ces titres faits après le décès de Claude-Antoine-François Jacquemet Gaultier, évêque de Luçon (Vendée), abbé commendataire.
12 avril-27 mai 1777 – rapports d'experts sur les réparations à faire à l'abbaye du Landais et à ses dépendances, en exécution d'un arrêt rendu entre Pierre de Séguiran, vicaire général du diocèse de Narbonne, abbé commendataire, et le curateur à la succession vacante de feu Claude-Antoine-François Jacquemet Gaultier, ancien abbé.
30 décembre 1776-22 septembre 1777 – procès-verbaux de visite, etc. du prieuré de Sainte-Catherine de La Chaise (commune de Clion), faits dans une instance entre Jean-Baptiste-Pierre du Buisson, prieur, et François Trouillard, ancien prieur.
- 3 B 59 1778-1780
4 avril-27 mai 1778 – rapport d'experts fait sur commission du Parlement au sujet de l'état du cimetière de Saint-Michel-en-Brenne.
18 mars-19 juin 1778 – rapport d'experts sur des réparations à faire au prieuré de Notz-l'Abbé (commune de Martizay), en exécution d'une sentence rendue entre Ambroise Riballier, grand-maître du collège Mazarin, prieur, et le curateur à la succession vacante de Jean-Baptiste Grault, ancien prieur.
2 mai-23 juin 1778 – rapports d'experts sur les réparations à faire à l'abbaye de Saint-Genou, en exécution d'un jugement entre Claude de Bonal, abbé commendataire, et les fermiers de l'abbaye.

28 septembre 1778 – procès-verbal de recherche d'objets du culte et de titres fait à la requête de Claude de Bonal, abbé de Saint-Genou, au domicile de dom Antoine de Tournemine, sacristain et procureur.

15-22 juillet 1779 – réception des réparations faites à l'abbaye du Landais.

2 juin 1780 – nomination d'experts pour procéder à l'estimation des biens de la succession de François, comte de Montbel.

2-21 juin 1780 – rapport d'experts sur les réparations à faire aux cures de Ménétréols-sous-le-Landais et de Selles-sur-Nahon et à leurs dépendances.

3 B 60

1781-1784

7 et 8 septembre 1781 – ordonnances relatives à l'inhumation d'un religieux du couvent des Augustins de Châtillon.

5-9 août 1783 – procès-verbaux de notification de la suppression du prieuré Sainte-Croix de Buzançais, avec copie du décret de l'archevêque de Bourges du 29 septembre 1780 et de l'arrêt du Parlement du 4 avril 1783, enquête de commodo et incommodo et accord des administrateurs de l'hôtel-Dieu et du prieur de Sainte-Croix.

4 mai-5 juin 1784 – inventaires faits à Châtillon et au château de la Girouardière (commune d'Obterre) après le décès de Pierre-Louis-François Robin de Lambre, seigneur de la Girouardière.

18 juin 1784 – ordonnance interdisant l'entrée du bétail dans les prairies, en raison de la sécheresse, « afin de conserver la seconde herbe ».

17 janvier-1er juillet 1784 – partage de la seigneurie de La Jarrerrie (commune de Chabris ou Sougé ?) entre des membres de la famille d'Hilaire de Joviac.

3 B 61

1785-1787

28 juin et 7 juillet 1785 – nouvelles ordonnances au sujet des prairies.

7 juillet-12 août 1785 – apposition de scellés au château de Jeu-Maloches et autres actes concernant la succession de Clément d'Hilaire de Joviac.

4 juillet-20 août 1786 – rapport fait sur commission du Parlement au sujet de l'état du cimetière de Saulnay.

11 septembre 1786 – dépôt de l'état des affaires de Louis Denis, marchand à Azay-le-Ferron, faisant « le commerce des bœufs, moutons et autres bestiaux pour la fourniture de Paris ».

27 février-19 mars 1787 – rapport d'experts sur les réparations à faire à la seigneurie de Narbonne (commune de Jeu-Maloches) et à ses dépendances, en exécution d'une sentence rendue entre Marie-Élisabeth de Menou, dame de Narbonne, veuve de Clément d'Hilaire de Joviac, et les héritiers de ce dernier.

28 juin 1787 – bail judiciaire de la terre de Migny (commune de Saint-Cyran-du-Jambot), appartenant aux enfants mineurs de feu Charles-Henri Gaultier de Migny.

27 août-7 septembre 1787 – rapport d'expert sur les réparations à faire au chœur de l'église de Saint-Martin-de-Verton (commune de Châtillon).

3 B 62

1788-1790

20 avril 1788 – apposition de scellés à l'abbaye de Saint-Cyran après le décès de Pierre de Séguiran, évêque de Nevers, abbé.

25 novembre 1788-13 mars 1789 – rapport d'expert sur les réparations faites à la même abbaye.

4 avril 1789 – ordonnance relative au commerce des grains.

14 avril-2 octobre 1789 – apposition de scellés et inventaire faits à l'abbaye du Landais après le décès de Pierre de Séguiran, abbé commendataire.

24 novembre 1789 – fixation du prix du pain.

- 3 B 63-65 Réceptions d'officiers des juridictions royales et seigneuriales, de procureurs, d'huissiers, de notaires etc. 1706-1789
- 3 B 63 1706-1735
Joseph Théret, assesseur en la maréchaussée générale de Berry à la résidence de Châtillon (16 avril 1711) ; Louis-Étienne Clément, sieur du Plessis, lieutenant en la maréchaussée (29 janvier 1712) ; Gabriel Briquet de La Grave, procureur du roi en la maréchaussée (15 novembre 1715) ; François Gaudichon du Bessé, lieutenant en la maréchaussée (24 janvier 1721) ; François Franquelin, procureur du roi en la maréchaussée (10 janvier 1727) ; François Franquelin, bailli des justices de Saint-Genou et Pellevoisin (13 janvier 1731) ; Charles-Henri de Prévile, président au présidial (19 février 1731) ; Joseph Boulanger de Monbron, assesseur en la maréchaussée (25 octobre 1732) ; Nicolas Pellerin, sieur de Beauvais, contrôleur ordinaire des guerres (12 octobre 1735).
- 3 B 64 1746-1750
Claude-Louis de Laistre, ancien lieutenant général de police de la ville et des faubourgs de Châtillon, lieutenant honoraire après la suppression de l'office (13 septembre 1746) ; François-Xavier Frémy des Berthelots, lieutenant en la maréchaussée (7 décembre 1748) ; Silvain Penigault, assesseur en la maréchaussée (7 juin 1748) ; Joseph Boulanger, assesseur en la maréchaussée (15 juillet 1750).
- 3 B 65 1767-1789
Étienne-François Boulanger, assesseur en la maréchaussée (5 mars 1767) ; Gabriel Augineau, conseiller-rapporteur du point d'honneur (14 juin 1786) ; François-Jacques Moreau des Breux, lieutenant général au bailliage et présidial, charge à laquelle est unie depuis l'édit de 1764 celle de président au présidial (22 janvier 1789).
- 3 B 66 Jurisdiction et affaires intérieures. 1705-1774
4 décembre 1732 – procès-verbal relatif au jugement des causes en dernier ressort.
16 mars 1747 – procès-verbal portant défense aux officiers de la baronnie de Châtillon de connaître des causes des nobles, du clergé et des privilégiés.
14 février 1755 – nomination de Nicolay, lieutenant particulier, pour aller à Paris faire des démarches « sur le bruit qu'il se répand de la suppression de ce siège ».
21 avril 1768 – procès-verbal au sujet de l'exercice par divers officiers de plusieurs charges incompatibles.
1771-1772 – évaluation d'offices faites en exécution de l'édit de février 1771.
- 3 B 67-69 Déclarations de grains. 1709, 1771

- 3 B 67 Déclarations des grains et des farines faites aux greffes du bailliage et du présidial et des hautes justices du ressort en exécution de la déclaration du Roi du 27 avril 1709. 1709
Bailliage et présidial.
Justices seigneuriales du ressort : Argy, Beauvais-sous-Hervault, Buzançais, les Effes, Hervaux, Lancosme, Luché, Palluau, Pellevoisin, Poncière, Préaux, les Prunneaux, Saint-Cyran-en-Brenne, Saint-Cyran-du-Jambot, Saint-Genou, Selles-sur-Nahon.
- 3 B 68 Déclarations des blés en gerbes ou en javelles faites au greffe du bailliage et du présidial en exécution de la déclaration du Roi du 20 juillet 1709. 1709
Ville et paroisse de Châtillon, faubourg de la Levée, paroisse de Clion (banlieue), paroisse de Saint-Cyran-sur-Indre (idem).
- 3 B 69 Déclaration des marchands de grains faites en exécution des lettres patentes du roi du 11 janvier 1771. 1771
- 3 B 70 Enregistrement des déclarations de défrichement. 1766-1789
- 3 B 71 Enregistrement des actes de procédure criminelle. 1731-1757
- 3 B 72-106 Procédure criminelle. 1706-1790
- 3 B 72 1706-1708
1707 – dépôt et continuation de la procédure intentée en la justice de la baronnie de Preuilly (Indre-et-Loire), à la requête de Martial Le Clair, contre Louis Barrault de Sérigny, grenetier au grenier à sel de Preuilly, et Pierre Martin, ancien vicaire de Martizay, accusé de faux.
11 septembre-17 novembre 1706, 22 octobre 1707 et 17 janvier 1708 – procédures à la requête de Philippe Le Baillif, ancien échevin de Rouen, poursuivant l'adjudication par décret de la terre et seigneurie de Chaume, près de Châtillon, contre Jacques de Thais, écuyer, accusé d'avoir commis des dégradations et des usurpations sur cette terre.
24 octobre-23 mai 1708 – procédure contre Roger Barrault des Courtis et Étienne Robin, notaire, accusés d'avoir falsifié la date d'un acte.
- 3 B 73 1709
19 mai 1709 – information à la requête du procureur du roi au sujet du meurtre de Thibault, fils d'un garde-chasse de la baronnie de Châtillon, commis par des cavaliers de la compagnie Maistre de Camp du régiment de [...], en garnison à Châtillon.
17 août 1708-25 septembre 1709, 21 janvier-3 septembre 1709 – procédures faites en exécution de sentences des requêtes de Palais obtenues par Jacques de Bury, fermier judiciaire des terres et seigneuries de Saulnay et de La Marchandière, saisies sur Jacques-Alexandre de Sorbiers, chevalier, seigneur de Maubois, à la requête de Jean Rousseau, contre ledit seigneur de Maubois, sa femme, ses enfants, et ses complices,

accusés de s'être opposés à l'exécution du bail, d'avoir enlevé des biens qui en dépendaient et d'avoir commis des violences, blessant grièvement Mathurin Chambon.

- 3 B 74 1710-1712
10-16 février 1710 – procédure contre le seigneur de Maubois [voir l'article précédent].
21 août 1710 – information faite à la requête de Claude Gallepye, sieur de Charrault, contre Jacques Bichier, sieur des Fossés, receveur des tailles en l'élection du Blanc, accusé d'avoir séduit la fille du plaignant.
6 juin 1711 – plainte rendue par le président et lieutenant général du bailliage et siège présidial contre Villacroux et Gérard, huissiers de Bourges.
15 juillet-3 septembre 1711 – procédure faite en exécution d'un arrêt du Parlement rendu sur l'appel d'Antoine-Charles de La Trémouille et de Claude-Charles Cire, comte de Bréauté, co-seigneurs d'Ecueillé, au sujet de la lacération d'une minute appartenant à Rabier, notaire à Écueillé [voir aussi la procédure du 7 octobre].
- 3 B 75 1714-1716
4 mars-19 juin 1714 – procédure à la requête de François de Chollet, écuyer, seigneur de La Joubardière (commune de Palluau) au sujet de l'enlèvement de sa fille, fait sur la demande de celle-ci.
10-18 juin 1715 – procédure au sujet d'une querelle survenue entre le sieur des Effes et le sieur de Gamaches de Marolles à l'occasion d'une contestation sur des droits seigneuriaux.
22 février 1716 – information à la requête de Madeleine-Angélique de Crevant, épouse de Louis-Magdelon de Turpin, chevalier, comte de Vihiers, contre le fils de Louis-François Savary, seigneur de Lancosme, et ses gens, accusés de venir en armes au château de La Morandière (commune de Vendœuvres), appartenant à la plaignante, à laquelle ils adressent des menaces et des insultes.
4-6 août 1716 – procédure contre le nommé Bizeau et des inconnus qui ont fait un « bruit extraordinaire » dans la ville de Châtillon et commis diverses dévastations dans le mail.
7 juillet-4 septembre 1716 – procédure faite en exécution d'un arrêt du Grand Conseil, à la requête de Marie-Anne Jacquinotte, veuve de Charles de Barville, seigneur de Notz-Marafin (commune de Saulnay), contre le chevalier de Maubois, accusé d'avoir assassiné ledit Barville.
- 3 B 76 1717-1721
13 juillet 1717 – plainte rendue par Auguste du Pont, avocat du roi au bailliage et au présidial, contre Françoise Le Vaillant, veuve de Pierre de Blet, accusé de tentative d'empoisonnement.
2-5 juillet 1720 – interrogatoires faits à la requête du chapitre de l'église cathédrale de Québec, titulaire de l'abbaye de Méobecq, au sujet de vols commis dans les bois et dans les dépendances de cette abbaye.
- 3 B 77 1722-1723
23 avril, 15-27 septembre 1723 – procédures faites en exécution d'une sentence de la Table de Marbre au sujet de pillages et de dégradations commis dans les bois de Chillou (commune de Cléré-du-Bois), appartenant au couvent des Filles de la Mère de Dieu de la ville de Beaulieu (Indre-et-Loire), dames de la terre de Bridoré (même département).

5 octobre 1728-26 octobre 1729 – procédure à la requête de Louis-François Savary, marquis de Lancosme, et de sa femme, poursuivant la saisie de la terre de La Morandière (commune de Vendœuvres), contre Louis-Magdelon Turpin, seigneur de Crissé, Jacques Pargon, déserteur des forges de Corbançon (commune de Mézières) et d'autres particuliers, accusés de rébellion contre la saisie.

3 B 78

1724-1725

10-28 mars 1724 – entérinement des lettres de grâce obtenues par Michel Audebert, garde des chasses de la duchesse de Beauvilliers à Heugnes, coupable d'avoir tué Jean Macé en 1720.

8 mai-13 juin 1724 – suite des procédures faites en 1723 à la requête des religieuses de Beaulieu.

28-30 janvier 1725 – information à la requête de Claude de Gamaches, seigneur des Effes (commune de Cléré-du-Bois), contre Charcelay, marchand de bœufs à Preuilly (Indre-et-Loire) et fermier de la terre des Effes, pour violences, etc.

6-17 février 1725 – procédure à la requête de Marie-Françoise Fournier de Montagny, demeurant à La Girouardière (commune d'Obterre), contre Laniboire, curé d'Obterre.

18 mai 1725 – plainte de Simon Bertin, vicaire du chapitre de Mézières, contre les sieurs Poittelon et Bonneau, pour insultes et violences.

20 juillet-4 août 1725 – entérinement des lettres de grâce obtenues par Étienne Gillet, maçon à Clion, coupable d'avoir tué Jean Collet, maître chirurgien au même village.

3 B 79

1726-1728

13 septembre-5 novembre 1726 – entérinement des lettres de rémission obtenues par Nicolas Charrault, chirurgien à Buzançais, sa femme et ses fils, inculpés à la suite d'une rixe au cours de laquelle François Huet a été tué.

21 février-12 avril 1727 – procédure à la requête de Claude Charrost, lieutenant général du bailliage et présidial, contre le sieur d'Huisselle de La Ferté-Mardelle, pour insultes et menaces.

3 B 80

1729-1730

29 avril-20 septembre 1729 – procédure contre Claude-Louis de Laistre, lieutenant de police de la ville de Châtillon, accusé d'avoir tué d'un coup d'épée Jean Lecomte, laboureur à la métairie L'Aumonerie (commune de Saint-Cyran-du-Jambot), et entérinement des lettres de rémission.

18 janvier, 14 février 1730 – interrogatoires de Gabriel de Serindat, curé de Saint-Médard, et d'Aimée-Thérèse de La Mothe d'Aunois, veuve d'Edme de Préaux, au sujet du mariage de sa fille, Anne-Angélique de Préaux, avec le sieur de Bermasle, dans un procès instruit par le Parlement.

3 B 81

1731-1733

4-27 juin 1731 – procédure à la requête de Denis-Jean Amelot, chevalier, seigneur de Chaillou, la Lande, Villedomain, baron du domaine de Châtillon etc., contre des paysans qui se sont opposés avec violence à l'expulsion de leurs bestiaux qu'ils menaient sans droit dans les brandes et pacages appartenant au plaignant.

12 juillet-9 août 1731 – entérinement des lettres de rémission accordées à Jean Sinault, tuilier de la tuilerie de Notz-Marafin (commune de Saulnay), coupable d'homicide.

26 mars-23 mai 1733 – procédure contre Antoine Audoin, tuilier, et son compagnon, contumax, accusés d'avoir tué le nommé Jean, maçon de la Marche.

- 3 B 82 1734-1737
25 janvier-15 mars, 18 août 1734 – procédure contre Louis Dandaleau, dragon du régiment de Nicolay, compagnie du sieur Amelot de Villedomain, convaincu d'avoir tué à Châtillon au cours d'une rixe Tessereau, dragon du même régiment et contre Louis Juchereau et Nicolas Jamain, accusés « d'avoir occasionné le coup mortel », et entérinement des lettres de rémission accordées à Dandaleau.
- 3 B 83 1738-1742
- 3 B 84 1743-1747
21 avril 1746-12 mai 1747 – procédure relative à des vols commis dans l'église de Thoiselay.
- 3 B 85 1749-1752
- 3 B 86 1754
12 mars-31 mai – procédure à la requête des héritiers de Catherine-Nicole Guesbin de Razay, femme de Charles de Menou, chevalier, seigneur de Villemort, contre divers particuliers, accusés d'avoir volé des biens qui devaient revenir aux plaignants après la mort dudit Menou.
- 3 B 87 1757-1763
 Lacune : 1758-1760
- 3 B 88 1764
2-10 mai – entérinement des lettres de rémission accordées à Anne Chollot, femme de Silvain Laplanche, tonnelier aux Burères (commune de Saint-Genou), après l'homicide de François Fadeau, du Chezal (commune de Palluau).
- 3 B 89 1765-1768
16 août 1767-26 mars 1768 – procédure contre Pierre Decharles, domestique, accusé d'avoir commis de nombreux vols en divers endroits. Reconnu coupable, Decharles est condamné à être pendu.
- 3 B 90 1769
25 avril 1768-30 juin 1769 – procédure faite en exécution d'un arrêt du Parlement contre Berlingault et Pierre Collain, dit Brouard, journaliers à Rosnay, Jean et Jacques Moreau, journaliers à Migné, et François Simonnet, employé aux gabelles, demeurant au Blanc, accusés de vols et de violences. Reconnus coupables, Berlingault et Simonnet sont condamnés à être pendus et Jean Moreau est condamné aux galères pour neuf ans. Le Parlement rend un arrêt atténuant les peines prononcées.
- 3 B 91-93 1770
- 3 B 91 Janvier-juin.
2 octobre 1769-janvier 1770 – procédure contre Pierre Daumouche, de Buzançais, accusé d'avoir commis un vol avec effraction chez Silvain Barreau, à Buzançais, et sentence de condamnation à la pendaison.

- 3 B 92 Juillet.
- 3 B 93 août-décembre.
- 3 B 94 1771-1772
10 août 1770-26 juillet 1771 – procédure contre Gabriel Souaidé, Étienne Collin et Joseph Riffay, laboureur à Saint-Pierre-de-Lamps, accusés d'avoir commis un vol avec effraction à Sougé. Souaidé est condamné à être pendu.
26 octobre-23 décembre 1771 – procédure contre quatre habitants de Châtillon et des ouvriers de cette ville accusés d'avoir tué François Fauchon, taillandier à Châtillon.
- 3 B 95 1773-1774
13 janvier 1772-20 août 1773 – procédure contre Jacques et Gilbert Bachelier, couvreur à Notre-Dame-du-Verger (commune de Châtillon) et contre Anne Mousset et Marguerite Tessier, leurs femmes, accusés de vol avec effraction. Les frères bachelier sont condamnés par contumace à être pendus.
- 3 B 96 1775
9 mai-7 septembre 1775 – procédure contre Jean-Étienne Buray et Jacques Portier, gardes des chasses du comté de Buzançais, accusés d'avoir tué d'un coup de baïonnette Philippe Cormier, garçon voiturier de charbon de la forge de Bonneau.
- 3 B 97 1776-1781
- 3 B 98 1782-1784
15 août 1781-2 janvier 1784 – procédure contre François Simonnet, déjà condamné par sentence du 16 juin 1769.
- 3 B 99 1785
9 novembre 1784-13 juillet 1785 – procédure contre Jean Pitois, laboureur à Saint-Saturnin (commune de Cléré-du-Bois), accusé d'avoir étranglé Marie Picard, sa femme, et contre Françoise Lecomte, accusée de complicité. Pitois est condamné à avoir les membres rompus et à être roué.
- 3 B 100 1786
- 3 B 101 1787
21 décembre 1782-28 juin 1787 – procédure au sujet d'un vol commis à l'église Saint-Honoré de Buzançais.
- 3 B 102 1788-1789
16 janvier 1789 – procédure contre la mémoire de Michel Vaucé, augustin de la communauté de Châtillon qui, ayant l'esprit égaré, s'est tué d'un coup de pistolet.
- 3 B 103 1790

3 B 104-106 Interrogatoires, sentences de compétence et sentences définitives concernant des causes instruites en la maréchaussée de Châtillon.1707-1790

3 B 104 1707-1729

3 B 105 1730-1759

3 B 106 1760-1790

PRÉVÔTÉ

3 B 107-108 Plumitifs des audiences.

Les articles 3 B 107-108 sont formés de feuilles et de petits cahiers qu'on a réunis, postérieurement à l'an VI, par années, sans faire de distinction entre les audiences du présidial, celles du bailliage et celles de la prévôté.

1706-1721

3 B 107 1706-1714

3 B 108 1715-1721

3 B 109 Expéditions extraordinaires.

1707-1720

3 B 110-111 Minutes.

1706-1720

3 B 110 1706-1715

16 mars 1707 – sentence de reddition de compte entre Claude de Laistre, prévôt royal de Châtillon et, Marguerite et Antoinette de Laistre, ses filles.

23 juillet-12 août 1710 – apposition de scellés, institution de curateur, inventaire et vente de biens mobiliers faits après le décès de Marie Leblanc, veuve de Silvain Gaudon, prévôt de la maréchaussée et lieutenant criminel de robe courte à Châtillon [de nombreuses pièces concernant cette succession sont conservées dans cet article et dans l'article suivant].

3 B 111 1716-1720

8 décembre 1715-28 novembre 1716 – dossier relatif à la succession de Claude de Laistre, lieutenant de police et prévôt royal de Châtillon (renonciation à la communauté de Marie Gaudron, sa femme, institution de curateur, inventaire) [autres pièces relatives à cette succession dans le même article].

28 février 1719 – procès-verbal relatif à l'exercice des fonctions de procureur du roi à la prévôté, revendiquée pendant la vacance de l'office par Auguste Dupont, avocat du roi au bailliage et au présidial, et par Laurent-René de Bauregard, avocat.

- 3 B 112-113 Procédure criminelle. 1705-1720
- 3 B 112 1705-1714
1er juin 1707 – Requête du procureur du roi contre des inconnus qui dévastent les champs, les prés, les vignes et les jardins situés près de Châtillon.
- 3 B 113 1715-1720

MARÉCHAUSSÉE DE BERRY LIEUTENANCE DE CHÂTILLON-SUR-INDRE

- 3 B 114 Enregistrement des procédures et des dépôts de pièces. 1749-1755
- 3 B 115-143 Procès-verbaux de capture, informations, interrogatoires, jugements etc. 1712-1790
- 3 B 115 1712-1721
8 juin-18 juillet 1721 – procédure faite à la requête d'Henri-Hubert d'Etampes, marquis de Valençay, et de Philiberte Amelot, sa femme, contre divers particuliers, parmi lesquels deux fils du sieur de Préville et le fils du sieur de Langé, accusés de s'être attroupés en armes au château de Valençay.
- 3 B 116 1722
7 mai 1721-11 décembre 1722 – procédure contre Pierre Delanne, pour vol et bris de prison.
- 3 B 117 1723-1724
10-16 septembre 1724 – procédure à la requête de Jean de Brettes, seigneur de la Martinerie, Saint-Sournain de la Marche et Bois-le-Roy, contre les fils du sieur de Manson, de Cléré-du-Bois, les fils du sieur Constantin de Langé et d'autres

particuliers, accusés de s'être attroupés en armes et d'avoir commis divers vols au préjudice du plaignant.

- 3 B 118 1725-1726
27 juin 1723-2 août 1726 – procédure contre Antoine Lamoureux, accusé d'un vol avec effraction commis en l'église de Lureuil.
1er mars 1725-31 août 1726 – procédure contre Pierre Lardeau, ancien valet à Nuret, accusé d'avoir volé avec effraction 100 livres provenant de la collecte des gabelles, et sentence de condamnation à la pendaison.
- 3 B 119 1727
24 septembre 1725-14 février 1727 – procédure contre Jacques Gardon, Silvain Feugnon, Catherine Lunier, femme de Feugnon, Catherine Maugé et Jean Chaillou, accusés de vols. Reconnus coupables, les accusés sont condamnés, les trois premiers à être pendus, les deux autres à diverses peines.
5 janvier-18 février 1727 – procédure relative à un vol avec effraction commis à la forge de Corbançon, appartenant au duc d'Antin, marquis de Mézières.
22 novembre 1727 – plainte d'Henri Fournier, sous-prieur du couvent des augustins de Châtillon, contre Dubreuil, archer de la maréchaussée, pour injures.
- 3 B 120 1728-1729
15 février 1726-6 juin 1728 – procédure contre Silvain Brelingault, laboureur à Maupas (commune de Rosnay), accusé d'avoir tué d'un coup de fusil Jean Pornet, de Rosnay.
28 avril-10 septembre 1729 – procédure contre de Laistre, lieutenant général de police au présidial de Châtillon, accusé d'avoir « grièvement maltraité à coups d'épée » le nommé Lecomte.
14 novembre 1727-16 septembre 1729 – procédure à la requête de Jean Roux, laboureur à La Touche (commune de Mosnay) et de Madeleine Jollivet, veuve d'Étienne Roux, laboureur au même village, contre Vincent, Denis, François et André Delavau, du village des Frères-Jean (commune de Bouesse), accusés d'avoir tué ledit Étienne Roux et blessé ledit Jean Roux.
- 3 B 121 1730-1732
4 juin 1727-21 juillet 1731 – procédure contre François Gallien, maréchal-taillandier au Menou, Jean Chabanne, meunier à Argenton, et Marie Gallien, sa femme, accusés d'avoir fabriqué et débité de la fausse monnaie.
- 3 B 122 1733-1736
1er mars-20 avril 1733 – procédure relative à un vol avec effraction commis dans l'église de Pellevoisin.
19-26 mai 1733 – procédure contre Vincent Domet, vagabond, accusé d'avoir participé aux vols commis dans l'église de Saint-Savin (Vienne).
2 avril 1734 – signification de lettres de grâce accordées par l'évêque d'Orléans le 2 mars à Silvain Brelingault, antérieurement accusé de meurtre.
27 avril 1735-17 juin 1736 – procédure contre Nicolas Patrot, fendeur de bois, accusé d'avoir tué Michel Aumesle, voiturier de la forge de La Caillaudière (commune de Vendœuvres). L'accusé est condamné à être pendu.
- 3 B 123 1737

- 3 B 124-125 1738
- 3 B 124 Janvier-septembre.
13 mai 1737-17 janvier 1738 – procédure relative à des vols de fer commis à la forge d'Abloux (commune de Saint-Gilles) par des « dresseurs de cordes de fourneaux ». L'un des coupables est banni du ressort de la maréchaussée de Berry et les trois autres sont condamnés par contumace aux galères à perpétuité.
13 juin 1737-23 septembre 1738 – procédure contre Gabriel Robert, bûcheron à Saint-Martin-de-Lamps, accusé d'avoir assassiné le nommé Harnois.
- 3 B 125 Procédure au sujet d'un duel.
3 novembre 1737-22 septembre 1738 – procédure relative au duel survenu à Argenton, au cours duquel Philippe Chardon du Bousset a tué Silvain Couté [voir aussi 2 B 359].
- 3 B 126 1739
29 mai 1738-12 juin 1739 – procédure contre des habitants de Buzançais coupables d'avoir arrêté et volé des marchands blutiers et d'avoir formé un attroupement pour empêcher le transport des grains.
1er juin 1738-7 août 1739 – procédure contre les auteurs de « l'émotion populaire et attroupement faits de dessin prémédité » sur le grand chemin de Buzançais à Châtillon, au lieu dit Saint-Goulette (?), à l'occasion du transport de grains. Trois habitants de Saint-Genou sont condamnés aux galères à perpétuité.
22 juillet-31 décembre 1739 – procédure contre Jean Bouillon, dresseur de fourneaux à charbon à Saint-Gilles, et sa femme, accusés d'avoir distribué de la fausse monnaie.
- 3 B 127 1740-1741
1^{er} avril 1739-30 avril 1740 – procédure contre Jacques Soulas, journalier à la métairie des Queux (commune de Bélâbre), accusé de divers crimes. Reconnu coupable du vol avec effraction commis à la grange de la Gastevine (même commune) et du vol d'un fusil, l'accusé est condamné à être pendu, après avoir subi la question ordinaire.
1^{er}-10 mai 1740 – procédure contre Charles et Silvain Balatinier et Jean Gauchet, de Chambord (commune de Chazelet), accusés d'avoir assassiné Rossignol, habitant du même village.
- 3 B 128 1742-1747
 [Les procédures commencées en 1743, 1744 et 1745 ont disparu].
17 mai-4 juin 1742 – procédure contre Philippe-Joseph Miot, tailleur de limes, sans domicile fixe, accusé d'avoir parlé du roi en termes injurieux.
9 octobre 1741-16 août 1742 – procédure contre Michel Vaillant, accusé d'avoir assassiné en 1733 Jacques Mézières sur le grand chemin de Châtillon à Buzançais. Ancien forçat libéré, Vaillant est condamné à être pendu.
30 mai 1746-18 février 1747 – procédure contre Silvain Bonnamy et Jacques Perrin, pour fabrication et débit de fausse monnaie. Bonnamy est condamné par contumace à être pendu. Perrin est condamné aux galères pour trois ans.
- 3 B 129 1748-1749
- 3 B 130 1750

5 avril-14 novembre – procédure contre Pierre Joachim, dit Marandon, journalier, né à Argenton, pour vols et sentence de condamnation aux galères à perpétuité.

- 3 B 131 1751-1754
- 3 B 132 1755-1757
1er-12 septembre 1755 – procédure au sujet d'un vol. Mention de la foire de Saint-Gilles.
25 juin-26 juillet 1757 – procès contre Marguerite Apense, allemande, soupçonnée d'appartenir à une bande de brigands qui ont commis des assassinats et des vols entre Blois et Saint-Aignan et près de La Vernusse [commune de Bagneux ?].
- 3 B 133 1758-1760
23 novembre 1757-13 février 1758 – procédure contre Silvain Perreau, domestique à Châtillon, pour un vol commis sur le grand chemin de Châtillon à Loches. Le coupable est condamné aux galères à perpétuité.
- 3 B 134 1761-1764
27 juin-11 novembre 1761 – procédure contre Michel Lafond, déserteur, élargi en raison d'une amnistie.
22-28 décembre 1761 – procédure relative à un vol avec effraction commis à la maison seigneuriale de Fléré-la-Rivière, affermée à Jacques Assailly, notaire royal.
- 3 B 135 1765
9 juin 1764-5 février 1765 – procédure contre Jacques Chaslé, tourneur armurier à la Vacasserie (commune de Ménétréols-sous-le-Landais, actuellement Frédille), accusé d'avoir changé de la fausse monnaie, et contre d'autres habitants du même village et des environs, accusés de complicité. Chaslé est condamné aux galères à perpétuité ; les autres accusés sont élargis. [Voir aussi la procédure contre le même Chaslé pour bris de prison, 14 décembre 1764-29 janvier 1765].
- 3 B 136 1766-1768
18-25 août 1766 – procès-verbal de capture et interrogatoire d'Antoine-François Xavier, « ermite de la congrégation de Sainte-Magdeleine en l'Amérique portugaise », arrêté comme vagabond.
2 mai-2 septembre 1768 – procédure contre Benoît Hebrand, étranger, qui « n'entend pas la langue française ».
- 3 B 137 1769-1770
14 juillet-11 septembre 1770 – procédure contre Guillaume Benoist, vitrier, Jean Loubier et Jean Astier, contrebandiers, Pierre Buccose, faux saunier, et Raymond Ambroise, marchand de peaux, tous sans domicile fixe, accusés d'avoir commis un vol avec effraction au domicile de Pierre Durandeu, marchand à Lignac. Benoist est condamné à subir la question ordinaire et extraordinaire et à être pendu ; Loubier et Astier sont condamnés à être pendus ; Buccose et Ambroise sont condamnés aux galères à perpétuité.
- 3 B 138 1771

21 décembre 1770-10 janvier 1771 – procédure contre Mathurin Augé, « apostat » du couvent des Plaix ou de Cluis (commune de Mouhers), de l'ordre de Saint-François pour mendicité.

29 octobre 1770-2 février 1771 – procédure relative à un vol avec effraction commis à la maison presbytérale de Nesme (commune de Bélâbre).

3 novembre 1770-15 mars 1771 – procédure relative à l'homicide commis à Buzançais par Pierre Mathron, cavalier de la maréchaussée, sur la personne de Pierre Bidron, garçon tailleur, étant en état de rébellion.

1771 – ordonnance du 15 juin 1771 réglant l'uniforme des officiers du Point d'honneur et extraits d'édits, d'ordonnances et de déclarations concernant les offices de cette juridiction.

3 B 139

1772

5 janvier-3 avril – procédure contre Annet Prédié, de Saint-Jean-Ligoure (Haute-Vienne), accusé d'avoir assassiné et volé Jean Bonnamy, métayer à la Voute (commune de Saint-Médard), et sentence le condamnant à avoir les membres rompus et à être roué.

29 janvier-13 novembre – procédure contre Michel Simonneau, marchand, sans domicile fixe, accusé d'avoir volé deux chevaux. Ancien forçat, Simonneau est condamné à être pendu.

15 février-23 novembre – procédure au sujet d'un vol de nappes d'autel fait dans l'église de Chambon (commune de Villedieu).

3 B 140

1773-1777

29 novembre 1776 – procès verbal de visite de l'église d'Arpheuilles après un vol avec effraction.

3 B 141

1778-1782

18 novembre 1778 – procès-verbal de visite de la prison royale de Châtillon, dont la vétusté a permis de nombreuses évasions.

19 mai 1775-juillet 1779 – procédure pour vols contre des marchands poitevins, qui s'évadent.

1780 – déclaration du Roi du 9 mars, enregistrée le 23 juillet, concernant les attroupements avec port d'armes.

29-31 décembre 1781 – procédure relative à l'assassinat d'un inconnu sur le grand chemin de Châtillon à Buzançais, près de Clion.

3 B 142

1783-1789

Lacune : 1786-1788

20 mai-12 juin 1789 – procédure contre les auteurs des « émotions populaires, attroupements et menaces » faits à Pleumartin (Vienne) à l'occasion de l'achat de grains par des marchands.

10 juillet-26 septembre 1789 – procédure contre Moïse Besach, David Joseph et Joseph Alexandre, marchands juifs d'Allemagne, pour vols. Les accusés sont élargis et renvoyés dans leur pays.

3 B 143

1790

13 juin-14 août – procédure contre des habitants de Clion accusés d'avoir « ameuté le peuple pour forcer le sieur de La Tramblais (maire) de faire voir publiquement le rôle des impositions. »

Lettres patentes du 7 mars, enregistrées le 29, portant qu'il sera sursis à l'exécution de tous jugements définitifs rendus par les juridictions prévôtales.

3 B 144

États divers : états des prisonniers détenus dans la prison royale de Châtillon, états des ordonnances rendues contre les mendiants, états de frais, inventaire de la procédure conservée au greffe.

1758-1768